

Les études

2^e édition



Les finances locales

Fabrice Robert

Préface

d'Alain Lambert

*Ancien ministre délégué au Budget
et à la Réforme budgétaire*

 La
documentation
Française 

DR 896

060132

(9)



Les finances locales

Fabrice Robert

Administrateur des services du Sénat

2^e édition

La Documentation française

Sommaire

PRÉFACE (Alain Lambert)	7
Chapitre préliminaire. Les finances locales	11
Les collectivités locales : prestataires de service, autorités politiques	11
Des budgets en forte croissance, dominés par les communes	13
Des collectivités émiettées dans un pays peu décentralisé	14
1. Les règles budgétaires et comptables	21
Les grands principes budgétaires	21
La procédure d'élaboration budgétaire	30
L'exécution du budget	31
Une comptabilité inspirée du plan comptable général	37
2. Les relations financières entre l'État et les collectivités territoriales	45
Les trois principes constitutionnels	46
Les contraintes du Pacte européen de stabilité et de croissance	53
Le principe du « contrat de croissance et de solidarité »	57
Les différentes dotations de l'État aux collectivités territoriales	62
3. La fiscalité locale	77
Structure et évolution de la fiscalité locale	79
La fiscalité directe	84
La fiscalité indirecte	90
La fiscalité liée aux transferts de compétences	97
La fiscalité, socle de l'intercommunalité (... à fiscalité propre)	101
4. Les dépenses locales	109
Classification juridique des dépenses	111
Structure économique et fonctionnelle des dépenses	119
Les principales dépenses liées aux compétences récemment transférées	128

Sommaire

PRÉFACE (Alain Lambert)	7
Chapitre préliminaire. Les finances locales	11
Les collectivités locales : prestataires de service, autorités politiques	11
Des budgets en forte croissance, dominés par les communes	13
Des collectivités émiettées dans un pays peu décentralisé	14
1. Les règles budgétaires et comptables	21
Les grands principes budgétaires	21
La procédure d'élaboration budgétaire	30
L'exécution du budget	31
Une comptabilité inspirée du plan comptable général	37
2. Les relations financières entre l'État et les collectivités territoriales	45
Les trois principes constitutionnels	46
Les contraintes du Pacte européen de stabilité et de croissance	53
Le principe du « contrat de croissance et de solidarité »	57
Les différentes dotations de l'État aux collectivités territoriales	62
3. La fiscalité locale	77
Structure et évolution de la fiscalité locale	79
La fiscalité directe	84
La fiscalité indirecte	90
La fiscalité liée aux transferts de compétences	97
La fiscalité, socle de l'intercommunalité (... à fiscalité propre)	101
4. Les dépenses locales	109
Classification juridique des dépenses	111
Structure économique et fonctionnelle des dépenses	119
Les principales dépenses liées aux compétences récemment transférées	128

5. La gestion financière et patrimoniale	147
La gestion tarifaire	147
La gestion patrimoniale	152
La dette publique locale	159
La trésorerie	179
6. Les contrôles des finances locales	185
Les contrôles légaux et réglementaires	185
Le développement des contrôles informels	200

ANNEXES

Bibliographie sommaire et sites internet	217
Liste des sigles et abréviations	221
Glossaire	225
Liste des tableaux, figures et encadrés	231

5. La gestion financière et patrimoniale	147
La gestion tarifaire	147
La gestion patrimoniale	152
La dette publique locale	159
La trésorerie	179
6. Les contrôles des finances locales	185
Les contrôles légaux et réglementaires	185
Le développement des contrôles informels	200

ANNEXES

Bibliographie sommaire et sites internet	217
Liste des sigles et abréviations	221
Glossaire	225
Liste des tableaux, figures et encadrés	231



Les finances locales

Les collectivités territoriales dépensent plus de 200 milliards d'euros par an, soit le cinquième de toutes les dépenses publiques et, en tant que premier investisseur public, s'affirment comme un acteur majeur de l'équipement du territoire et de l'économie nationale.

Cet ouvrage décrit le cadre juridique de leur gestion financière, tout en faisant notamment le point sur le bouleversement que constitue le remplacement de la taxe professionnelle par la contribution économique territoriale et la crise des emprunts dits « toxiques ». Il revient aussi sur l'accusation récurrente dont les collectivités font l'objet d'être excessivement dépensières dans un contexte d'impérieuse nécessité de réduire les dépenses publiques, qui va conduire l'État à une baisse sans précédent de ses dotations dans le cadre du Pacte de confiance et de responsabilité.

La tension entre la légitimité que les collectivités territoriales tirent du suffrage universel et les contraintes multiples qu'elles subissent constitue une source majeure du mouvement de la gestion locale.

■ *Fabrice Robert, administrateur des services du Sénat, est diplômé en gestion financière des collectivités locales de l'Université de Cergy-Pontoise.*

Les « Études de La Documentation française »

Une collection de référence sur le monde contemporain et ses évolutions : institutions, vie politique, questions sociales, secteurs économiques, relations internationales. Des ouvrages pour tout lecteur en quête d'analyses approfondies et objectives.

Diffusion
**Direction de l'information
légale et administrative**

La documentation Française
Tél. : 01 40 15 70 10
www.ladocumentationfrancaise.fr
Imprimé en France

Directeur de la publication :
Xavier Patier
DF 08119-5382-83
ISSN 1763-6191

Prix : 19,50 €



N° 5382-83